

BANGLADESH
Agressions contre des militants de
l'opposition : des allégations font état
d'une complicité gouvernementale

Index AI : ASA 13/008/2005

ÉFAI

Jeudi 18 août 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est vivement préoccupée par le fait que des militants de l'opposition auraient été agressés par des membres du parti au pouvoir, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), le 15 août 2005. Des centaines de membres de la Ligue Awami qui s'étaient réunis auraient été blessés par des militants du parti dirigeant. Les agresseurs étaient-ils conduits par des dirigeants locaux du BNP.

Le jour de l'attaque, les membres de la Ligue Awami commémoraient le trentième anniversaire de l'assassinat, le 15 août 2005, avec la plupart des membres de sa famille, de Mujibur Rahman, premier président du Bangladesh et dirigeant de la Ligue Awami. Comme chaque année, les militants de la ligue rappelaient le souvenir de sa mort en faisant la charité aux plus démunis et en le célébrant. Des membres du BNP auraient fait irruption, frappant les militants de la ligue, saccageant les lieux de rassemblement et essayant d'empêcher la commémoration de se poursuivre. Parmi les personnes blessées se trouvent le député membre de la Ligue Awami Assaduzzamn Noor et un dirigeant local de la ligue, Mahboobur Rahman, ainsi que des journalistes couvrant l'événement.

Le prétexte invoqué pour ces attaques aurait été que le BNP prévoyait d'organiser lui aussi des rassemblements pour célébrer l'anniversaire du Premier ministre Begum Khaleda Zia, qui tombe le même jour. Des membres du BNP n'auraient pas apprécié que les militants de la Ligue Awami commémorent la mort de leur dirigeant ce jour-là.

Amnesty International est particulièrement préoccupée par les propos attribués à un ministre lors d'un rassemblement du BNP à Dohar, un des lieux des attaques, qui pourraient avoir encouragé les agresseurs. Le *Daily Star* rapporte en effet que le ministre de la Communication, Najmul Huda, aurait

affirmé lors d'une réunion publique qu'aucune autre célébration ne pouvait avoir lieu le jour de l'anniversaire du Premier ministre.

Selon les informations dont on dispose, la police, qui était sur place lors des attaques, n'aurait pas arrêté les attaquants, et les membres de la Ligue Awami auraient réagi avec colère, s'en prenant physiquement à leurs agresseurs.

À ce jour, le gouvernement n'a rien fait pour que les membres du BNP soupçonnés d'avoir pris part à ces attaques soient déférés à la justice. Au contraire, dans le cadre de ce qui s'apparente à une mesure discriminatoire, la police aurait engagé des poursuites contre 1 500 membres de la Ligue Awami alors que ce sont eux qui auraient été attaqués. Amnesty International appelle les autorités bangladaises à faire en sorte que des enquêteurs compétents et habilités à interroger toutes les personnes soupçonnées d'être impliquées dans ces attaques mènent une enquête indépendante et impartiale sur les faits. L'organisation demande également aux autorités de rendre publics les résultats de ces investigations, de déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements et de prendre des mesures pour empêcher les attaques contre des membres des partis d'opposition. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>